

Burundi : la reprise du dialogue interburundais reportée à une date ultérieure

@rib News, 29/04/2016 â€“ Source AFP La reprise du dialogue interburundais, prévue lundi à Arusha en Tanzanie, a été repoussée à une date ultérieure par la médiation, qui a besoin de plus de temps pour mener de nouvelles consultations, a-t-on appris vendredi auprès de l'opposition burundaise et de sources diplomatiques. Selon des sources de l'Union africaine (UA) et de l'ONU, qui ont confirmé l'annulation de la rencontre de lundi, la reprise du dialogue aurait été reportée au 21 mai, toujours à Arusha.

"Le secrétariat de la médiation vient de nous appeler pour nous annoncer le report à une date ultérieure des pourparlers interburundais prévus lundi à Arusha", a annoncé Jérémie Minani, responsable de la communication du Cnared, joint par téléphone. "On nous a expliqué que la médiation avait encore besoin de temps pour consulter le plus de monde possible", a-t-il ajouté. Le Cnared est la plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise, en exil ou restée au pays. L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, nouveau co-médiateur dans la crise burundaise, avait annoncé dans un tweet le 23 avril la reprise du dialogue interburundais du 2 au 6 mai à Arusha, assurant que "toutes les parties prenantes devraient être présentes à cette session inaugurale". "C'est une sage décision car en réalité cette session n'a pas été bien préparée", a expliqué un diplomate africain sous couvert d'anonymat. Toutes les parties concernées n'avaient pas reçu leur invitation, et la médiation venait à peine de faire des requêtes auprès des partenaires internationaux pour le financement de cette réunion, a-t-il précisé. La médiation a invité différentes personnalités membres du Cnared à titre individuel, mais le mouvement n'a pas reçu d'invitation en son nom propre. Selon des sources proches de la médiation, celle-ci aurait besoin de plus de temps pour continuer à discuter avec le gouvernement burundais. Ce dernier avait menacé de ne pas participer à cette rencontre s'il n'était pas consulté en amont, notamment sur les participants, les dates et le lieu. Malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le gouvernement a jusqu'à présent toujours refusé de s'asseoir à la même table que le Cnared, qu'il accuse d'être lié à la tentative de coup d'Etat de mai 2015. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaille de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être réélu en juillet. Ces violences ont déjà fait plus de 500 morts depuis le début de la crise, et le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays.